



Etats Généraux de la Santé et de l'Assurance Maladie

Convergence Nationale des Collectifs de Défense et de Développement des Services Publics

« Présidentielles, quand parlerons-nous de la santé et de la protection sociale? »

Le débat occulté

Savez-vous que

- La sécurité sociale (principalement assurance-maladie, retraites, allocations familiales) représente plus de 130% du budget de l'Etat tous ministères confondus, soit plus de *370 milliards d'euros* ?
- En final, la protection sociale (obtenue en ajoutant à cette sécurité sociale, l'assurance-chômage et les allocations personnes âgées) représente 30% du PIB (richesses produites en une année) soit *plus de 500 milliards d'euros*.

Ce domaine est néanmoins le grand absent des programmes électoraux des candidats à la présidentielle.

Savez-vous que le « fameux »déficit comptable de la Sécu est principalement du au transfert d'une partie des salaires et cotisations sociales vers les profits (transfert de 10 points de PIB sur 25 ans soit 170 milliards d'euros par an). En fait, sur une longue période, par rapport à la totalité des richesses produites, les salaires et les cotisations sociales baissent, alors que les profits augmentent.

L'oubli que l'accès à des soins de qualité pour TOUS est un droit!

Partir des besoins sociaux des citoyens et de leur familles : voilà un programme populaire et réalisable. C'était celui du Conseil national de la résistance (CNR) dans un pays détruit par la guerre.

Il a fait ses preuves et le système de santé français était considéré par l'OMS comme un des meilleurs. Il est aujourd'hui remis en cause dans un des pays les plus riches du monde.

Le mensonge

La santé est malade du néolibéralisme, parce que le but n'est plus de soigner, de préserver, d'améliorer d'étendre un système de santé solidaire, mais d'en faire un secteur lucratif. L'objectif est de réduire le financement solidaire sous prétexte de « réalités économiques » pour pousser les citoyens vers des assurances privées qui ont pris la mesure du pactole total de plus de 500 milliards d'euros. Chacun n'est plus soigné selon ses besoins, mais selon ses moyens.

La santé, bientôt un luxe?

Marchandisation, privatisation, exclusion ; toutes les différentes contre-réformes de ces dernières années visent à faire de la santé un luxe. De manière sournoise, l'accès aux soins se resserre : des populations de plus en plus importantes ne peuvent plus se soigner pendant que les profits des secteurs privés assurantiels, hospitaliers et pharmaceutiques augmentent.

Dépeçage de l'hôpital public, forfaits hospitaliers en hausse, franchises sur les actes de soins de plus en plus importantes, décrochage des remboursements avec les tarifs demandés, création de secteurs optionnels, liberté des honoraires médicaux, promotion de l'automédication, augmentation des assurances complémentairesont pour but de faire plus de profit pour les entreprises capitalistes, au lieu de soigner mieux.

Les alternatives existent : le manifeste des EGSAM (Etats Généraux de la Santé et de l'Assurance Maladie) pour le droit solidaire à la santé et à l'assurance maladie.

Nous, associations, mutuelles solidaires, syndicats, partis, dans le pluralisme le plus large, avons pris l'initiative de

- dénoncer et organiser la résistance aux attaques libérales contre le système de santé (plan hôpital 2007 et 2012, nouveau code de la mutualité, loi Douste Blazy, loi sur la prévention de la délinquance, etc.)
- proposer de passer d'une logique de soins (avec son aspect « commercial») à une logique de santé dans l'intérêt des citoyens en présentant les moyens financiers, humains et l'organisation politique et démocratique pour y parvenir.
- développer les mobilisations au niveau européen et international dans les domaines sanitaire, social et médico-social.

Obligeons les candidats à la présidentielle à répondre aux vraies questions

Nous questionnerons en direct, et nous rendrons publiques les réponses des candidats au questionnaire élaboré à partir du Manifeste pour le droit à la santé.

Différents organisateurs des EGSAM vous proposent de venir débattre

TOUS ENSEMBLE le mardi 3 AVRIL!

à 19H00

Bourse du travail, salle Jean Jaures, 3 rue du château d'eau, Paris 10ème,

métro République.

Pour les EGSAM nationaux :

Associations: ATTAC, Convergence nationale des collectifs de défense et de développement des services publics, Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité, La santé n'est pas une marchandise, UFAL, UNRPA.. Mutuelles: UNGMS, Alternative mutualiste. Syndicats: AMUHF, Confédération paysanne, SMG, SNCDCS, SUD Santé Sociaux, USMCS, USP. Partis politiques: LCR, MRC, PCF, Les VERTS,...